

Un fascisme aux couleurs nationales

par Alan M. FROMMER,

Assistant à la Section des sciences politiques
à l'Université Libre de Bruxelles.

★

I. Introduction.

Commençons cette étude en citant la plus patente évidence : le fascisme se présente — et est — la forme la plus achevée du nationalisme dans la première moitié du XX^e siècle. Or, les diverses expériences du fascisme, fût-ce du fait de cette identification entre fascisme et nationalisme, sont amenées à introduire dans leur discours, et autant que faire se peut, dans leur pratique, des données importantes et profondes tirées du « terroir national ». Cette nouvelle évidence débouche cependant sur une interrogation — qu'arrive-t-il lorsque l'héritage (ou le « terroir ») national véhicule des valeurs et comprend des institutions qui, les unes et les autres, sont devenues dominantes et sont contraires à l'idéologie fasciste dans ce qu'elle a de plus général ? La question n'est ni oratoire ni arbitraire. Elle cesse en tout cas de l'être, si on la pose par rapport à un exemple précis, celui de la Grande-Bretagne et du mouvement fasciste qui, sous la direction de sir Oswald Mosley, y fait son apparition dans les années 30 (1).

Voilà, en effet, un fascisme nécessairement aux « couleurs nationales » (et même, tout aussi nécessairement, nationaliste). Ces dernières charriant un nombre de valeurs et d'institutions parmi lesquelles, outre les références obligées au « *fair play* », on trouve le culte du Parlement, l'attachement aux libertés (« *habeas corpus* » et « *Magna Carta* ») et l'exaltation d'un génie britannique qui fait du pays l'atelier de l'Europe et de son industrie un titre de gloire. Or, l'idéologie fasciste, dans ce qu'elle a de plus global, prend précisément pour cibles de ses attaques le parlementarisme et les libertés politiques. A quoi s'ajoute une nostalgie de la « clien-

(1) En 1932 MOSLEY créa le *British Union of Fascists*, qui existera jusqu'en mai 1940 quand le gouvernement britannique l'interdira. Dans cet article nous nous référons sous le sigle du BUF.

tèle fasciste » (paysans et classes moyennes citadines) pour les vertus archaïques que le monde moderne a écrasées.

Il en découle pour les fascistes britanniques une difficulté particulière. Comment, tout en restant fidèles à eux-mêmes (c'est-à-dire, fascistes) concilier l'anti-parlementarisme, l'autoritarisme et un certain archaïsme fasciste avec l'adhésion aux réalités nationales, à l'environnement dans lequel le fascisme tente de se développer et dont il assume la tradition ? En d'autres termes, comment s'opère, dans une idéologie donnée, en l'occurrence le fascisme, l'infiltration de « couleurs locales » propres à vider de son sens le message de l'idéologie dans son ensemble. Voilà, dans le cas de la Grande-Bretagne et de « son » fascisme, le problème que nous voulons examiner ici. Cela nous amènera à analyser un discours, à repérer des contradictions et à voir si (et comment) celles-ci ont pu être surmontées.

L'actualité de notre démarche est double. Sur le plan théorique nous essayons d'éclaircir les contradictions entre la réalité vécue et les perceptions qui risquent de traverser toutes les idéologies. Sur le plan empirique cette étude pourrait, nous l'espérons, servir d'outil d'analyse pour définir la frontière entre fascisme et extrême-droite parlementaire.

II. Contexte et discours.

La technique idéologique employée par les fascistes britanniques fut de donner un fondement économique à leur critique du système parlementaire afin de cacher leur objection réelle qui était d'ordre politique. Remarquons qu'une telle approche est atypique du fascisme en général. La plupart des fascistes basent leur critique des institutions politiques sur des arguments mystiques, naturels, psychologiques et moraux, mais rarement économiques. Cette critique économique se résume comme suit : « Nous avons rationalisé l'industrie et la plupart des autres facettes de la vie, mais nous n'avons pas encore rationalisé l'Etat. » (2).

Afin de comprendre cette remarque de Mosley, il faut saisir l'essentiel de son analyse de la crise économique des années 30. Il prétend qu'il s'agit d'une crise structurelle plutôt que cyclique. Des progrès scientifiques et technologiques ont permis, pour la première fois, aux sociétés industrielles de satisfaire tous les besoins. De plus, de nombreux pays sont en voie d'industrialisation à l'abri de barrières douanières permanentes, et le commerce international est condamné à un déclin tendanciel. Ceci est particulièrement nuisible à la Grande-Bretagne, dont 30 % de la production industrielle sont exportés.

(2) Oswald MOSLEY, *The Greater Britain*. London, BUF, 1934, p. 34.

Mosley conclut à la nécessité d'une politique économique entièrement différente basée sur le rétablissement du marché national. Cette politique doit garantir un niveau élevé de salaires et de la demande intérieure, ainsi que l'autarcie et la modernisation industrielle. Dans la mesure où aucun entrepreneur particulier n'a de motivation pour augmenter les salaires ou pour courir le risque d'investir des capitaux de son propre chef, il faut un Etat interventionniste pour assurer que cette vision de l'intérêt national soit imposée à tous les agents économiques (3).

Aujourd'hui nous pouvons affirmer que ce genre de politique économique et un Etat interventionniste ont existé dans le cadre d'un système parlementaire sans nul besoin d'une dictature fasciste pour réaliser ces buts. Le « *New Deal* » de Roosevelt, le gouvernement de guerre de Churchill et les régimes postérieurs à 1945 à diverses nuances politiques sont autant de preuves de cette affirmation. Toutefois, Mosley prétendit que l'on ne pouvait atteindre ces objectifs dans le cadre d'un système parlementaire. En premier lieu il considéra que : « les problèmes contemporains sont, par leur essence, trop techniques pour être traités par une telle assemblée » (4).

Habituellement on associe ce genre de langage technocratique avec notre société contemporaine orientée vers la science et la gestion plutôt qu'avec le fondement irrationnel et émotionnel du fascisme. Ce style de fascisme spécifiquement britannique reflète l'influence profonde de la situation économique de ce pays à partir du deuxième quart du XIX^e siècle. En tant que puissance industrielle principale, la science, la technologie et la gestion rationnelle sont devenues des réalités profondément enracinées de ce pays et ont ainsi donné leur cachet particulier à l'idéologie fasciste britannique.

En deuxième lieu Mosley estima qu'il n'était pas souhaitable que : « chaque action gouvernementale soit sujette à un débat fouillé et dilatoire » (5).

Cette remarque est un reflet de l'aspect anti-démocratique du langage technologique, mais dans ce cas-ci on note un courant sous-jacent plus politique. Un débat parlementaire « fouillé » concernant la politique gouvernementale constitue une forme nécessaire de surveillance démocratique des activités de l'Etat. Un tel contrôle peut être conçu soit comme une entrave à l'efficacité soit comme une entrave possible aux abus, selon que l'on considère le problème dans l'optique de l'agent public ou dans celle

(3) *Ibid.*, pp. 58-59. Voir aussi O. MOSLEY, *Fascism : 100 questions asked and answered*. London, BUF, 1936, Q39 et Q40.

(4) *The Greater Britain*, *op. cit.*, p. 45.

(5) *Ibid.*, p. 30.

du citoyen. Mosley décrit aussi les débats parlementaires comme « dilatoires ». Il ne démontre pas leur caractère non constructif, mais il se contente d'affirmer le contraire. Notre propre interprétation de son utilisation du terme « dilatoire » est plus politique.

Au début du XX^e siècle il y a eu une transformation fondamentale de la scène politique en Grande-Bretagne, comme d'ailleurs dans la plupart des autres sociétés industrialisées. L'apparition du parti travailliste sur la scène politique rompit le consensus sur les fondements du système capitaliste qui existait entre les deux partis bourgeois, les tories et les libéraux. Avant 1900, les critiques adressées au gouvernement par les parlementaires portaient sur les modalités de l'action gouvernementale, mais non sur sa philosophie sous-jacente. Après cette date, il y eut un double changement. D'une part, le développement de l'électorat ouvrier obligea les partis bourgeois à incorporer dans leurs pratiques des concessions économiques en faveur des classes dominées. D'autre part, le parti travailliste donna, à des couches importantes de la bourgeoisie, l'impression de faire planer la menace d'un socialisme susceptible de les dépouiller de leurs richesses matérielles et, donc, de leur pouvoir et de leur statut social. Tout le processus de débat parlementaire était devenu un obstacle à une gestion aisée des affaires de la bourgeoisie par l'Etat. Voilà le fond réel de la pensée de Mosley (6).

Ce dernier suggère en outre que le parlement a dégénéré et ne correspond plus aux objectifs pour lesquels il avait été initialement conçu. Il fut habituel pour les fascistes d'employer l'argument moral de la dégénérescence pour déprécier le système parlementaire, mais généralement, ils affirmèrent que le parlement en tant que tel — par sa nature même — est une institution pernicieuse et peu souhaitable. Les fascistes britanniques ne sont jamais allés aussi loin parce que le parlement était devenu une institution jouissant d'un appui très large dans le pays.

Dans l'aristocratie foncière, l'hostilité traditionnelle a l'égard du parlement, en tant qu'institution à dominante bourgeoise, avait été tempérée par deux siècles d'expérience politique pratique. Cette classe avait maintenu sa place de classe régnante au sein de l'Etat en appliquant des politiques conformes aux intérêts économiques de la bourgeoisie (7). Cette dernière avait été pro-parlementaire dans la mesure où sa lutte contre l'aristocratie avait été menée avec succès à travers cette institution. En plus, elle occupait une position dominante dans la société britannique dans le contexte d'un système parlementaire. Depuis près de trente ans, les représentants

(6) Pour une situation comparable en France à cette époque voir Robert PAXTON, *La France de Vichy*. Paris, 1973, p. 184.

(7) Nicos POULANTZAS, *Pouvoirs politiques et classes sociales*. Paris, 1968, p. 270.

politiques de la classe ouvrière siégeaient au parlement. A deux reprises, dans les années 20, le parti travailliste fut le plus grand parti au parlement, et on assista à la formation de deux gouvernements minoritaires travaillistes. Par conséquent, une grande majorité de la classe ouvrière s'était montrée optimiste quant à sa capacité d'améliorer sa situation matérielle dans le cadre d'un système parlementaire. Quant aux classes moyennes britanniques, elles n'avaient pas connu de crises économiques catastrophiques dans un régime parlementaire comme leurs homologues allemandes dans les années 20. Ainsi elles n'avaient pas de raisons particulières de manifester une hostilité à l'égard du parlement.

Tout ceci explique que, pour Mosley : « L'idée du système parlementaire contemporain fut qu'un débat libre et complet au parlement et pendant les élections devrait instruire l'opinion publique sur les grandes questions de l'heure et permettre ainsi à l'électorat de parvenir à un jugement réfléchi. » (8).

On ne trouve pas ici une condamnation du système parlementaire en tant que tel et, à aucun moment, les fascistes britanniques ne se sentirent libres de rejeter le parlement comme peu souhaitable. Au lieu de cela, ils eurent recours à la critique du fonctionnement actuel du parlement : « Dans la dégénérescence de ce système, il (le Parlement) est devenu l'enjeu de pratiques douteuses dans le seul but de remplacer un ensemble de personnes au pouvoir par une autre équipe qui conquiert sa place en poussant n'importe quel cri de panique... » (9).

On pouvait espérer un certain succès politique en Grande-Bretagne parmi ceux qui étaient imprégnés de la valeur de « *fair play* », en recourant à cet argument typiquement fasciste de dégénérescence du système. L'idéal aristocratique de « *fair play* », était diffusé parmi de larges couches de la population et renforcé par le code moral religieux véhiculé par l'Eglise protestante. En faisant appel à ce sentiment et en essayant de démontrer que la pratique parlementaire violait ces règles du jeu, les fascistes espéraient gagner des adhérents. Ce genre de critique moralisatrice fut poussée encore plus loin dans l'affirmation fasciste que les hommes politiques de tous bords placent leurs intérêts particuliers avant ceux de la nation (10).

III. Changer les institutions.

Mosley note des contradictions entre la politique du gouvernement central et celle de certaines autorités locales et il remarque : « Le résultat,

(8) *The Greater Britain, op. cit.*, p. 45.

(9) *Loc. cit.*

(10) *Ibid.*, p. 178.

c'est l'impasse... ce qui ne serait jamais toléré dans une entreprise privée » (11). Il n'est pas étonnant que les fascistes mettent en exergue cette contradiction réelle, puisque, dans le cas britannique, le pouvoir du gouvernement fut sujet à de réelles entraves dans un système très décentralisé où plusieurs grandes agglomérations se trouvèrent aux mains d'une majorité travailliste quasi-permanente. Il est peu habituel qu'une critique fasciste soit présentée dans les termes de l'idéologie de la grande entreprise moderne. Il s'agit du langage des cadres supérieurs qui doivent assurer la cohésion entre la politique de la direction centrale et la pratique des filiales. Ceci est un autre exemple de la réalité d'une société industrielle moderne qui marque le ton d'un discours idéologique. Notons que ce fut dans la période d'entre-deux guerres que la Grande-Bretagne connut sa phase de transition vers une économie dominée par de très grandes entreprises (12).

L'attitude des fascistes britanniques à l'égard de la Chambre des Lords fut aussi influencée par cette société industrielle. Traditionnellement, on justifia l'existence de cette Chambre en prétendant que l'aristocratie possédait une expérience héréditaire du gouvernement, indispensable au bien-être du pays. Une telle approche élitiste fut utilisée par Mosley : « Autrefois ils [les aristocrates] parlèrent avec autorité dans beaucoup de domaines où les autres furent moins aptes à s'exprimer » (13). Cependant, en Grande-Bretagne, la confrontation entre l'agriculture et l'industrie avait été aplanie depuis près d'un siècle, et ceci à l'avantage de cette dernière. Un grand nombre d'aristocrates ruraux s'engagèrent dans le commerce et l'industrie et les plus riches industriels et banquiers britanniques furent admis dans l'aristocratie. Ceci explique pourquoi Mosley écrit qu'autrefois la Chambre des Lords représenta « la principale activité... économique du pays » mais que, cette situation révolue, la « pratique constitutionnelle » exige son remplacement par « une chambre qui représente... tous les intérêts majeurs de l'Etat moderne » (14). La crainte que la classe ouvrière puisse parvenir au pouvoir politique et économique grâce au système démocratique — tel est le fond réel de l'anti-parlementarisme fasciste (15). La spécificité du fascisme britannique fut sa forme technocratique. Mais comme l'observe Poulantzas : « dans le stade du capitalisme monopoliste de l'Etat, où le rôle dominant est détenu par la politique, c'est l'« idéologie économique — dont le « technocratisme » n'est qu'un des aspects — qui tend à devenir la région dominante de l'idéologie dominante » (16).

(11) *Ibid.*, p. 40.

(12) Eric HOBBSAWM, *Industry and Empire*. Harmondsworth, 1968, p. 214.

(13) *The Greater Britain*, *op. cit.*, p. 41.

(14) *Ibid.*, p. 42.

(15) *Ibid.*, p. 188.

(16) POULANTZAS, *op. cit.*, p. 228.

L'alternative que propose Mosley est l'Etat corporatiste fasciste. La structure de cette institution est celle que l'on trouve dans toute la littérature fasciste. Cependant, certains éléments ne peuvent être expliqués que par le contexte social particulier dont ils sont issus. La justification que donne Mosley pour un Etat corporatiste est double. Primo : la nouvelle situation économique exige un gouvernement interventionniste qui ne peut pas fonctionner efficacement dans un système parlementaire. Secundo : pour qu'un tel système réussisse, il faut que tout le monde travaille ensemble en vue d'un objectif commun, plutôt que de s'affronter dans une lutte de classes. Ainsi dans un Etat corporatiste fasciste : « la lutte des classes sera éliminée... dans une répartition équitable des revenus de la production » (17).

Ce langage est typique du fascisme en général, mais Mosley ajoute : « Il [l'Etat corporatiste] est, par nature, adapté au caractère britannique mieux qu'à celui de toute autre nation. *Psychologiquement, il est fondé sur l'esprit d'équipe* » (18).

Mosley met l'accent sur l'idée d'un effort commun par l'appel à la valeur idéologique de l'esprit d'équipe inculquée aux fils des membres de l'*Establishment* dans les écoles élitistes. Au XIX^e siècle, l'enseignement de l'aristocratie fut modernisée pour faire face au défi de la bourgeoisie entreprenante. Un élément de cette réforme fut le remplacement des loisirs individualistes traditionnels, tels la chasse, par des jeux d'équipe. La fonction politique de cette idéologie fut de masquer la réalité de la lutte des classes par l'usage d'un langage qui mettait en valeur l'effort commun de tous les membres de la nation. La réalité et l'idéologie de la classe ouvrière furent également fondées sur l'esprit d'équipe — l'effort commun de toute la classe ouvrière pour sa propre émancipation. Les classes moyennes, qui se sentaient écrasées entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, rêvaient d'un Etat fort mais neutre qui les protégerait, en imposant à toutes les classes sociales une politique d'effort commun. En jouant cette carte idéologique, les fascistes pouvaient donc espérer attirer des convertis de toutes les classes sociales.

Tous les fascistes incorporèrent des éléments populistes dans leurs propositions concernant l'Etat corporatiste, mais la variante britannique alla très loin à cet égard. Les fascistes devaient arriver au pouvoir par la voie d'une « majorité parlementaire résultant d'une élection générale » (19). Ce premier parlement fasciste « serait convoqué régulièrement afin de passer en revue l'action gouvernementale » (20). Nous ne sommes pas naïfs

(17) *The Greater Britain, op. cit.*, p. 36.

(18) *Ibid.*, p. 34 (teamwork dans le texte anglais).

(19) *Ibid.*, p. 39.

(20) *Loc. cit.*

au point d'imaginer que les fascistes britanniques avaient la moindre intention d'admettre réellement ce genre de contrôle de leurs activités. Ils se sentaient obligés de faire du bout des lèvres des concessions à un contrôle démocratique de l'exécutif à cause de l'enracinement si profond de cette idée dans le pays. Ils proposèrent que, une fois l'Etat corporatiste fasciste établi, il y ait des élections générales périodiques, sur base d'un suffrage professionnel, pour déterminer la composition du Parlement. Le pouvoir de renvoyer un gouvernement fasciste serait accordé à la population par un mécanisme plébiscitaire et non à ces assemblées (21).

Le plébiscite fut, certes, typique du populisme fasciste en générale. Mais la proposition de soumettre l'existence d'un gouvernement fasciste à une telle procédure est exceptionnelle. Un tel plébiscite ressemble très fort à une élection législative et, apparemment, donne directement à la population le pouvoir de choisir les gouvernements. Les fascistes britanniques sentaient que l'attachement de la population à une forme quelconque d'élection était tel qu'ils ne pouvaient pas émettre de propositions qui manqueraient à ce principe. Même si ces fascistes n'avaient pas la moindre intention de se soumettre à une telle surveillance, la réalité politique, historique et idéologique de la Grande-Bretagne leur interdisait de prôner ouvertement l'infaillibilité d'un pouvoir fasciste. D'une manière typiquement fasciste, la population aurait pour fonction de légitimer le pouvoir, mais serait privée d'un véritable système parlementaire démocratique.

IV. Les droits de l'homme.

La Grande-Bretagne a un long passé de lutte pour la conquête et le maintien des libertés politiques. C'est justement parce que ces libertés n'ont été arrachées qu'à la pointe de ces luttes qu'elles sont si profondément vénérées. Toutes les classes sociales furent, à des époques successives, obligées de se battre durement pour obtenir la liberté de parole et de la presse, le droit de s'organiser politiquement, de voter et de se mettre à l'abri de l'arbitraire de l'Etat. A chaque étape, les gouvernants et les classes sociales dominantes essayèrent de restreindre à la fois ces libertés et, par voie de conséquence, les menaces qu'elles faisaient peser sur leur propre pouvoir. Ceci explique le développement d'idéologies anti-libertaires dont le fascisme n'est que l'exemple le plus récent.

Deux des principaux postulats du fascisme britannique furent les suivants. L'essentiel de l'existence humaine est le service à rendre à l'Etat (22), ce que Gramsci a appelé « le citoyen comme fonctionnaire d'Etat

(21) *Fascism : 100 Questions Asked and Answered*, op. cit., Q 20.

(22) *The Greater Britain*, op. cit., Préface.

(23). La liberté est un concept principalement économique (24). Le premier de ces postulats est typique du fascisme en général, le second est particulier à sa variante britannique. Sur base de ces postulats, ces fascistes affirmèrent que la liberté et la justice n'existaient pas dans le système parlementaire. Ainsi le prétendu échec de la démocratie fut attribué : « à la croyance fautive dans la « liberté » individuelle absolue, qui a neutralisé toute forme de gouvernement efficace et qui a privé le peuple de sa liberté réelle » (25).

Quant à la justice existante, elle fut dénigrée comme : « un rempart construit par la société bourgeoise afin de protéger les intérêts des possédants » (26). Dans l'Etat fasciste, il y aurait la liberté de la justice « économique » car les problèmes économiques seraient résolus. Il y aurait cette justice car les agents économiques, plutôt que de s'affronter en conflit, seraient assujettis à la loi fasciste de la responsabilité de tous envers l'Etat (27).

Dès que l'on substitue une définition purement économique de la liberté à une définition politique, il est permis de mettre en question l'importance des droits politiques fondamentaux. Selon cette hypothèse, la forme de gouvernement qui garantit au plus haut degré le progrès économique est, de ce fait, celle qui assure le plus haut degré de liberté humaine. Les libertés politiques deviennent sans pertinence si le particulier subit l'oppression économique et à la limite, dans cette façon de voir les choses, l'oppression politique perd toute importance si le particulier jouit de la liberté économique. On est confronté à un pur artifice idéologique fournissant une définition monolithique de la liberté qui, en réalité, est un concept à multiples facettes.

A partir de cette définition économique de la liberté, Mosley se permet de dénaturer le concept de « dictateur ». Il veut présenter le fascisme comme une dictature vidée du sens préjoratif du terme : « Le fascisme constitue la dictature dans le sens moderne du terme, ce qui implique un gouvernement doté de pouvoir par le peuple afin de résoudre les problèmes que le peuple est résolu à surmonter ». (28).

Une telle définition du concept pourrait être appliquée à n'importe quel gouvernement décidé à mener à bien son programme électoral, même s'il

(23) Christine BUCI-GLUCKSMANN, *Gramsci and the State*. London, 1980, p. 287.

(24) *The Greater Britain*, op. cit., p. 29.

(25) Raven THOMSON, *The Coming Corporate State*. London, Greater Britain Publications, 1937, p. 1.

(26) *Ibid.*, p. 12.

(27) John BREWER, *The British Union of Fascists, Sir Oswald Mosley and Birmingham*, thèse de Master of social science. Birmingham University, non publiée, 1975, p. 107.

(28) *The Greater Britain*, op. cit., p. 26.

s'agit de la manière la plus démocratique possible. Mais dans un système corporatiste, où le peuple ne se voit accorder qu'une fonction de légitimation du pouvoir politique, l'absence de droits politiques permettrait au gouvernement d'agir d'une manière tyrannique.

Pour réussir en Grande-Bretagne, l'idéologie fasciste devait néanmoins accorder une certaine place à la liberté individuelle. En même temps, il fallait limiter cette liberté pour que le concept de service à l'Etat, en tant qu'essence de la liberté humaine, puisse rester primordial. Ainsi : « Le principe fasciste est la liberté dans la vie privée et le devoir dans la vie publique. En tant que membre de la collectivité, l'homme doit se comporter de la manière qui sied à un citoyen et à un membre de l'Etat. En privé, il peut se comporter comme il veut. Mais à une condition : il n'y a pas de place dans l'Etat pour le fainéant et le décadent, qui font usage de leurs loisirs pour détruire leur capacité d'être utiles à la collectivité » (29).

Admettre une distinction entre l'aspect privé et l'aspect public de la vie humaine, distingue le fascisme britannique de l'idéologie fasciste en général. Cette dernière rejette intégralement tout aspect de la liberté individuelle qui pourrait contredire la volonté de la nation exprimée dans la personne du « Chef » et dans la volonté de l'Etat. Dans le cas britannique, une réaction à ce point excessive contre le libéralisme était politiquement inconcevable, et l'idéologie du British Union of Fascists (BUF) révèle des traces de l'idéologie dominante du pays.

Dans la définition que le BUF donna du fascisme même, on voit à la fois ses hésitations et son habileté politique. Il voulut bénéficier de l'image d'un mouvement d'autorité, sans courir le risque d'être vu comme autoritaire. Pour résoudre ce problème, il réclame un Etat *authoritative*. En anglais, ce mot signifie « revêtu d'autorité » et a une connotation positive. Le but se garde d'utiliser le mot *authoritarian*, qui signifie « autoritaire » et qui porte une image négative. Mais celui qui ne regarde pas de trop près et qui croit en un Etat fort pourrait être séduit par cette étiquette accordée à l'Etat fasciste. Et si l'on accuse le fascisme d'être autoritaire, il pourra arguer qu'il ne propose qu'un Etat qui, en vertu de son efficacité, est revêtu d'autorité.

Il existe aussi un certain malaise concernant le rapport entre l'individu et l'Etat. Le fasciste « pur » n'éprouve pas de telles difficultés puisque, pour lui, les intérêts de l'Etat sont toujours prédominants, mais son homologue britannique hésite : « *Notre problème est... d'harmoniser l'initiative individuelle avec les intérêts plus larges de la nation* » (30). On constate ici les traces de l'individualisme libéral, idéologie dominante en

(29) *Ibid.*, pp. 50-51.

(30) *Ibid.*, p. 18.

Grande-Bretagne à cette époque, et l'on observe comment l'idéologie fasciste en reste imprégnée.

Un élément-clé de la liberté politique est le droit de critique d'une presse libre. En utilisant la définition économique de la liberté, les fascistes britanniques prétendaient qu'il n'existe pas de véritable liberté de la presse, car seuls les milliardaires possèdent les moyens nécessaires pour publier un journal (31). Cependant, le BUF n'a l'intention ni d'autoriser l'existence d'une presse libre, ni d'abolir la concentration de la presse. Une fois de plus, il vide le concept de liberté de sa substance habituelle : « la liberté de la presse signifie la liberté du peuple de lire la vérité dans la presse nationale » (32), et sous le fascisme : « nous établissons le principe véritablement révolutionnaire que la presse doit dire la vérité » (33).

Notons qu'en Grande-Bretagne, la vieille tradition d'une presse libre ne permettait pas aux fascistes de se démarquer entièrement. Ils se sentaient obligés de faire croire que le droit de critique existerait dans une société fasciste : « La critique constructive sera toujours bien reçue par un gouvernement fasciste et la critique malveillante sera traitée comme telle. Le gouvernement, représentant la nation, aura le même droit d'intenter un procès contre un journal qui profère des mensonges à son égard que celui dont jouit actuellement le particulier » (34).

Même si on a la naïveté de croire qu'un gouvernement fasciste accepterait une critique quelconque, l'absence d'un corps judiciaire politiquement indépendant, qui est une caractéristique fondamentale du fascisme, signifie que la situation décrite ci-dessus constitue une censure réelle de la presse. Si le pouvoir exécutif contrôle les juges, qui doivent décider si la critique est « constructive » ou « malveillante », aucun journaliste ne courrait le moindre risque de critique à l'égard du gouvernement.

V. Archaïsme et modernité.

Mosley décrit le fascisme comme un phénomène spirituel, une foi propulsée vers un triomphe prédestiné grâce à un enthousiasme quasi-religieux (35). Un tel langage exprime l'idéologie dominante d'une époque révolue qui, cependant, attire toujours certains groupes sociaux, même dans une société moderne. Il est en contradiction flagrante avec le reste de la rhétorique du fascisme britannique, laquelle avance souvent des

(31) John BECKETT, « Our Press Lords », in : *Action*, 1-8, mars-avril 1936.

(32) *The Greater Britain*, op. cit., p. 22.

(33) *Loc. cit.*

(34) *Fascism : 100 Questions Asked and Answered*, op. cit., Q 11.

(35) *The Greater Britain*, op. cit., Préface.

idées fondées sur l'acceptation et la nécessité de la société industrielle moderne. Tous les changements politiques proposés sont défendus en fonction de besoins découlant du progrès scientifique de l'industrie moderne (36) et voilà que l'on présente le fascisme comme un phénomène religieux, basé sur des concepts irrationnels tels « le triomphe prédestiné », et un phénomène spirituel. Cette irrationnalité fut typique du fascisme en général et ce qui fut plutôt exceptionnel, et uniquement explicable en raison de la situation britannique au XX^e siècle, fut le côté moderniste du discours de cette variante du fascisme.

Dans un seul texte, Mosley essaye de concilier cet archaïsme avec sa modernité : « Les deux fondements de gouvernement sont la stabilité et le progrès, et le côté tragique de la vie politique est le fait que ces deux aspects, qui fondamentalement coïncident, se sont organisés comme des contradictions. La stabilité implique l'ordre et l'autorité, sans lesquels rien ne peut être réalisé. Cette dernière est considérée comme relevant de la Droite. Le progrès implique le désir de réforme, sans lequel la société ne peut pas survivre. Celui-ci est considéré comme relevant de la Gauche. La stabilité est confondue avec la réaction et avec une résistance opiniâtre aux changements : le progrès [est confondu] avec des changements irréflechis ou avec des discussions puérides et paralysantes si caractéristiques de la démocratie timorée... La stabilité ne peut exister sans le progrès, car elle implique l'acceptation des changements dans le monde qu'aucun système politique ne peut arrêter. Le progrès ne peut exister, non plus, sans la stabilité, car il implique une vision équilibrée et ordonnée des changements qui ont lieu » (37).

Selon nous, le terme « stabilité » dans ce contexte, se réfère implicitement aux rapports sociaux et le concept de « progrès » se rapporte au développement matériel. Mosley veut suggérer que seul le fascisme pourrait réaliser le progrès matériel sans mettre en danger la stabilité des rapports sociaux. Inconsciemment, il confond les deux niveaux. Sa variante du fascisme accepte les aspects matériels de la société moderne. Il cherche un ordre social — une structure de rapports sociaux — dans lequel l'autorité d'une certaine élite ne sera pas remise en question et qui permettra pourtant le progrès matériel.

Malheureusement pour Mosley, le progrès matériel crée et exige des rapports sociaux nouveaux. Le progrès technologique des XIX^e et XX^e siècles avait créé et requis une masse de travailleurs éduqués et plus conscients. Cette nouvelle classe, pourvue de ces qualités, ne fut pas disposée à accepter l'ancien ordre social, mais exigea sa part d'autorité.

(36) *Supra*, pp. 602-603 et p. 607..

(37) *The Greater Britain*, *op. cit.*, pp. 23-24.

Voilà pourquoi « progrès » matériel et « stabilité » sociale furent nécessairement contradictoires. Ils ne sont pas consciemment « organisés » comme tels, mais sont nécessairement ainsi. Il ne peut y avoir simultanément progrès technique et immobilisme social, ni coïncidence de progrès social et stagnation matérielle. Pour surmonter cette contradiction, Mosley ne définit pas le contenu des concepts en question. Il nie simplement leur caractère contradictoire.

Le concept fasciste du « Chef » est un autre exemple d'idéologie élitiste passéiste. Cette idéologie est fondée sur l'hypothèse que la majorité de la population est trop ignorante pour participer au gouvernement du pays et qu'il y a trop de friction entre les classes sociales. Ainsi les fascistes prétendent qu'il faut un dirigeant fort pour assurer un gouvernement efficace et la paix sociale. Le fascisme constitue une tentative de réconcilier le césarisme politique avec la réalité moderne de la participation politique de masse. D'où la proposition de Mosley d'un Etat corporatiste basé sur le principe du « Chef » tout en donnant à l'électorat un rôle de légitimation (38). Il s'agit d'une tentative de remplacer les institutions de la classe ouvrière, que le fascisme allait détruire.

Alors que ces fascistes britanniques acceptent les prémisses du capitalisme (39), ils expriment une idéologie que l'on associe à une société pré-capitaliste. Par exemple, ils marquent une hostilité très poussée à l'égard de la haute finance (40). Ceci est typique de l'ancienne petite bourgeoisie, surtout des commerçants qui, en temps de crise, rendent responsables de leur situation les banquiers avec qui ils sont en contact direct, plutôt que les grands industriels et commerçants. Cette haine du monde de la finance est une survivance de l'idéologie féodale qui exprimait les réalités d'une société où le commerce et la finance jouaient un rôle restreint. Mosley vante également l'importance de l'agriculture et du fermier, mais il ne s'agit pas du fermier entrepreneur capitaliste moderne. Il cherche à : « restaurer la prospérité de la campagne et y ressusciter cette race vitale de l'homme porteuse de notre gloire passée » (41).

Bien que le BUF laissât entendre que tout le monde trouverait la sécurité dans son système corporatiste, ceci ne signifie d'aucune manière un genre d'Etat providence. La législation sociale contemporaine est vilipendée parce que visant « à empêcher le décadent de se faire mal » (42). Le particulier serait responsable de son propre bien-être. Mosley lie explicitement ce qu'il appelle « la moralité fasciste de l'athlète » à sa critique de la

(38) *Supra*, p. 608.

(39) *The Greater Britain, op. cit.*, p. 35.

(40) ANON, « Pity the Poor Bankers », in : *The Blackshirt*, 2, mars 1933, p. 3.

(41) *The Greater Britain, op. cit.*, p. 133.

(42) *Ibid.* p. 50.

législation sociale. Il dit que l'individu doit vivre intellectuellement et physiquement comme un athlète car il porte une responsabilité envers l'Etat. De cet axiome, Mosley rejette la législation sociale puisqu'expression de la responsabilité de l'Etat — de la collectivité — envers le particulier. Dans le système corporatiste, la distribution de la richesse devra se faire sous la houlette d'un Etat « neutre » et non plus comme résultat d'une lutte de classes. Il s'agit d'une combinaison de l'idéologie du laissez-faire de la petite bourgeoisie du XIX^e siècle et du paternalisme féodal.

Un autre aspect rétrograde de cette idéologie est l'autarcie proposée qui exprime une nostalgie de la stabilité idéalisée de la société précapitaliste où le commerce jouait un rôle secondaire (43). Mais pour se distancer de la politique protectionniste du gouvernement national au pouvoir, Mosley introduit un élément moderniste. Il propose que, sous le fascisme, cette protection ne soit accordée qu'aux secteurs industriels qui suivraient une politique de modernisation de l'outil de production.

En fin de compte, les propositions du BUF concernant les successions sont aussi une mélange d'archaïque et de moderne. Il propose le principe féodal du « service à la nation » (44) comme critère pour autoriser ou refuser la transmission des richesses de génération en génération, mais rien n'est avancé qui puisse remettre en question l'accumulation des capitaux nécessaires à une économie ultra-moderne.

VI. Conclusions.

La méthode employée par les fascistes britanniques pour résoudre la contradiction entre leur anti-parlementarisme et le culte voué au Parlement fut le recours aux valeurs morales et technologiques. Ils flattèrent le culte du Parlement en l'admettant comme une institution acceptable dans sa forme initiale, mais devenue moralement dégénérée. Leur argument selon lequel le système parlementaire conduit nécessairement à des gouvernements faibles, puisque permettant de longs débats, fut typiquement fasciste. Selon Mosley, le pays ne pouvait pas se permettre le luxe de gouvernements faibles en raison de la crise économique et des exigences d'une économie moderne. Il tenta de canaliser vers le fascisme les sentiments pro-parlementaires de beaucoup de Britanniques en accentuant l'élément populiste du fascisme. Ceci nous semble l'interprétation la plus plausible de la possibilité laissée à la population de renverser un gouvernement fasciste par un vote de méfiance.

(43) A. K. CHESTERTON, *Oswald Mosley : Portrait of a Leader*. London, Action Press, 1937, p. 141.

(44) O. MOSLEY, *Taxation and the People*. London, Abbey Supplies, 1938, p. 7.

Pour s'attaquer aux libertés politiques, les fascistes britanniques utilisèrent une technique idéologique courante, mais qui passe souvent inaperçue. On part d'une vérité pour arriver à une conclusion fautive. Il est vrai que celui qui est matériellement pauvre manque de liberté complète, même s'il jouit de toutes les libertés politiques concevables. De là à conclure que celui qui jouit de la liberté matérielle n'a pas besoin de liberté politique, constitue un artifice idéologique qui vise à justifier la privation de ces droits dans le chef de ceux que l'on veut amoindrir politiquement. Dans un pays où la protection des droits de l'homme avait été poussée très loin, on ne pouvait pas ouvertement prôner leur suppression. D'où le recours à l'artifice signalé.

La contradiction entre archaïsme et modernité fait partie de tout discours fasciste mais elle est particulièrement évidente dans ce cas-ci. Les côtés rétrogrades, bien que clairement présents, y occupent une place relativement moindre à cause du profond enracinement de l'économie moderne dans la culture du pays. L'ambiguïté des classes moyennes traditionnelles, victimes du progrès économique mais attirées par la richesse et le statut social qui en résultent, trouve résonance dans cette idéologie. La nostalgie de la société pré-industrielle est exprimée, mais elle ne connut pas un grand succès politique parce que le secteur agricole, qui était très restreint, était en même temps ultra-moderne et capitaliste.

L'Etat corporatiste proposé était typiquement fasciste mais les arguments utilisés pour le défendre furent particulièrement technologiques et modernistes. Ceci est dû, de nouveau, à l'enracinement profond de l'économie moderne dans la réalité et à son acceptation dans l'esprit de la plupart des gens. En même temps, ces fascistes firent miroiter devant les adhérents potentiels du fascisme le mythe d'un passé stable, harmonieux et glorieux. En d'autres termes, cette variante du fascisme fut pleine de contradictions qui caractérisent le fascisme en général, mais ces contradictions prirent des formes particulières qui reflétèrent la société qui les fit naître.

Summary : British Fascism as a Fascism with national connotations.

The British Union of Fascists dealt with the contradictions between its fascist ideology and certain institutions and values dominant in Britain in the 1930s. The economic and social conditions in Britain provided the back-cloth from which the BUF's ideology and policies emerged.

While critical of Parliament as inadequate for coping with a modern economy, the BUF had to take account of the depth of public attachment

to elections and democracy. Corporate state proposals were presented as expressing the British habit of teamwork, and popular control over fascist governments was envisaged via plebiscites. Unusually for fascists, the BUF distinguished between public obligations and private rights and this because of the dominance of individual liberty in the collective conscience. Finally, the specific co-existence of the modern and the archaic in the BUF's discours in terms of British social and historical factors has to be stressed.

